

companies. Legal protections for queer workers were slow in advancing and piecemeal. Employees and corporations, at times, filled the breach.

With impeccable research and writing, Canaday's book humanely renders the varied stories of queer folk's working lives into a wider history of capitalism and activism to change workplaces.

JANE NICHOLAS

St. Jerome's University in the
University of Waterloo

**Pascale Dufour, Laurence Bherer,
et Geneviève Pagé, *Le Québec
en mouvements : Continuité et
renouvellement des pratiques militantes*
(Montréal : Presses de l'Université de
Montréal [PUM], 2023)**

S'INSCRIVANT à la suite de l'ouvrage *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines* (Dupuis-Déri, 2008), l'ouvrage *Le Québec en mouvements : Continuité et renouvellement des pratiques militantes* vise à prendre acte des transformations qui marquent l'étude des mouvements sociaux depuis les 15 dernières années. Tel que l'affirment ses éditrices Pascale Dufour, Laurence Bherer et Geneviève Pagé en introduction, l'époque des luttes contre la mondialisation des années 2000 est « révolue » signalant le « retour partiel vers le caractère national des mobilisations, qui place au cœur des luttes l'enjeu des inégalités sociales. » (11) Parallèlement, la manière d'appréhender les mouvements sociaux s'est transformée du fait de l'essor des médias sociaux et de l'apparition de nouveaux obstacles ayant contribué à mettre à mal la légitimité d'organismes auparavant bien établie.

L'ouvrage est composé de 17 chapitres présentant des recherches empiriques, dont plusieurs menées par des chercheur·euse·s universitaires issus du

Collectif de recherche Action Politique et Démocratie (CAPED) qui est à l'origine du projet. Chacun de ces chapitres présente une analyse approfondie d'un mouvement, lutte ou organisation protestataire, soit de manière longitudinale à travers son évolution temporelle récente ou à partir d'événements clefs. L'ouvrage brosse ainsi un portrait tout autant historique que « cartographique » des mouvements sociaux actifs au Québec, permettant de refléter à la fois la transformation des pratiques militantes que les enjeux qui les animent – intersectionnalité, environnement, droit au territoire, logement, pour ne nommer que ceux-ci. On soulignera par ailleurs la prise en compte des contre-mouvements, historiquement sous-étudiés, lesquels comptent trois chapitres leur étant spécifiquement dédiés. Ce panorama permet de mettre en relief les lignes de convergences dans la façon de faire collectif entre des mouvements sociaux plus établis et ceux « émergents. »

Les éditrices ont fait le choix de se distancer des catégories traditionnelles de l'étude des mouvements sociaux, faisant le pari, plutôt, d'organiser l'ouvrage à partir des thématiques traitées par ses chapitres. Si ce choix et l'imprévisibilité de la lecture qui en découle se révèlent effectivement stimulants sur le plan intellectuel, il faut néanmoins admettre qu'il demeure parfois difficile de cerner le fil conducteur entre les différents chapitres et la mise en dialogue qu'espèrent ainsi faire émerger les éditrices de l'ouvrage. On regrette donc l'absence de discussion conclusive qui aurait eu l'intérêt de révéler ce fil rouge, et ainsi permis de mettre davantage à profit le caractère hétéroclite des différentes contributions.

L'ouvrage s'ouvre avec la contribution de Dufour et Dupuis-Déri (Chapitre 1) sur la transformation du mouvement étudiant postsecondaire depuis 2012

et son décentrement vers de nouveaux objets de mobilisations, dont la lutte contre les changements climatiques. Les quatre chapitres suivants se penchent ensuite sur différentes factions du mouvement écologiste. Van Neste, El Guerrab, Audet et Madénian (Chapitre 2) démontrent comment le mouvement pour la justice climatique doit à l'introduction des considérations de justice environnementale et territoriale portées par des individus issus des groupes marginalisés. Pour leur part, Lelièvre et Bherer (Chapitre 3) exposent comment les pratiques militantes dans le champ du gaspillage alimentaire et du verdissement urbain s'inscrivent dans un continuum de l'action collective allant des initiatives individuelles, informelles et locales à des formes de participation citoyenne davantage institutionnalisée. Dans la même veine, le texte de Renard (Chapitre 4) sur les mouvements *vegan* et anti-spéciste soutient que la séparation nette entre activisme « mode de vie » et action directe doit être repensée, un constat qui fait écho à celui de Guimont Marceau, Sioui et Dubois Sénéchal (Chapitre 5), qui démontrent la nécessité d'élargir notre compréhension de l'action politique pour saisir l'ancrage territorial des luttes autochtones.

L'échelle d'analyse se déplace ensuite avec la contribution d'El Guerrab (Chapitre 6), qui présente le répertoire d'action des luttes transnationales contre l'extractivisme menées à partir de Montréal/Tio'tia:ke. Les réflexions sur le potentiel des coalitions sont poursuivies par Zoghliami (Chapitre 7), dont les travaux interrogent les pratiques de solidarité entre personnes racisées et blanches au sein du mouvement antiraciste québécois et par Hadj Kaddour et Waldispuehl (chapitre 8), qui démontrent que la décentralisation de la répression des luttes féministes et antiracistes sur les médias sociaux

a contribué à leur délégitimation dans l'espace public.

Pepin, Pagé et Paris (Chapitre 9) interrogent pour leur part la capacité du cadrage libéral adopté par la campagne *Ma place au travail* – née en ligne durant la pandémie de COVID-19 – à pérenniser sa visibilité et à obtenir des gains concrets. En écho avec ces questionnements, la contribution d'Hébert et Beauchamp (Chapitre 10) présente le rôle de la « scène » des *raves* dans l'expression de la *queerness*, et interroge la capacité de ces espaces à résister à la cooptation néolibérale. La question de la sensibilisation des acteurs et actrices en lutte est aussi au cœur des du chapitre suivant. Reprenant le fil des luttes féministes et de leurs cadrages, Lamoureux (Chapitre 11) analyse les événements ayant mené le mouvement féministe à se positionner sur la question des luttes intersectionnelles, et à ainsi élargir le « nous, féministes » québécois.

L'opposition au mouvement féministe est ensuite traitée par Blais (Chapitre 12), dont la contribution met en lumière les motivations sociologiques qui sont au cœur du mouvement antiféministe. Portant également sur les contre-mouvements réactionnaires, Tanner, Campana et Leman-Langlois (Chapitre 13) démontrent pour leur part que les médias sociaux ont permis aux contremouvements de créer leur crédibilité, contribuant à la polarisation des discours dans l'arène politique.

L'ouvrage se penche enfin sur des acteurs davantage familiers à l'étude des mouvements sociaux. Les partis politiques sont ainsi abordés par le texte de Beaudet et Cameron (Chapitre 14), qui retrace l'histoire de Québec solidaire et l'évolution de ses liens avec sa base militante, en lien avec le développement de sa plateforme électorale, alors que Collombat (Chapitre 15) montre comment les pratiques des organisations

syndicales se sont renouvelées pour s'adapter aux transformations du marché du travail. La contribution de Paumier (Chapitre 16) – qui démontre comment les nouveaux modes de production communautaire imposés dans les organismes en réduction des méfaits ont été le catalyseur de modes d'action syndicaux novateurs – offre à cet égard un cas d'étude particulièrement révélateur. L'ouvrage se conclut avec la contribution de Bergeron-Gaudin (Chapitre 17), qui se penche sur l'action communautaire dans le secteur du logement et son apparente stabilité depuis les 40 dernières années.

Outre le large éventail de thématiques traitées, l'un des accords indubitables de cet ouvrage réside dans sa capacité à mettre en lumière les « zones grises des frontières entre l'individuel et le collectif, entre les actions atomisées et les mouvements de lutes. » (13) En effet, plusieurs des chapitres offrent une place significative, sinon centrale, aux pratiques militantes informelles qui se nouent dans le quotidien des acteurs et actrices en lutte ou dans des espaces oblitérés par l'étude traditionnelle des mouvements sociaux. Cette attention aux « microréalités » permet d'aller au-delà des pratiques de contestation historiquement étudiées par la recherche sur les mouvements sociaux, et de considérer le rôle des pratiques d'éducation populaire et de conscientisation collective qui sont non seulement à l'origine des activités protestataires, mais aussi qui les font vivre au jour le jour.

LAURENCE HAMEL-ROY
Université Concordia

John Anderson, *Why Canada Needs Postal Banking* (Altona, MB: Friesen Press, 2023)

OTTAWA-BASED long-time trade union activist and researcher, John Anderson,

has authored several studies on postal banking over the last decade. In *Why Canada Needs Postal Banking* he has assembled his best contributions in a thirteen-chapter compendium on the issue. At first glance one could doubt the relevance of establishing new banking services at the post office. But even in a digital age the need for some bank or credit union branches in local communities is great. This is especially true for anyone trying to run a small or medium-sized business. Post office and financial institution branches are taken for granted. You really realize the need for them when you lose access to them near you and must burn a lot of gas driving long-distance to get to them. What Anderson is arguing is that there is a win-win scenario that is possible to combat the closure of post offices and maintain financial services in communities by redeveloping postal banking in Canada. I say redeveloping because Canada had postal banking for about one-hundred years from 1868-1968.

The reality is that access to banking services has been diminished in recent decades by the closure of many bank and credit union branches across Canada. About 1,200 small towns and rural communities in Canada with a post office don't have any bank branches. Indigenous communities are particularly poorly served by the banking industry with only 54 banks or credit unions in over 615 First Nations. Even in some large cities we also found entire lower-income neighborhoods that are "bank deserts" just like they are "food deserts". At the same time, predatory institutions of the pay-day loan or money mart type are proliferating with fees that are even higher than those paid by customers of chartered banks.

We are facing a form of market failure that requires intervention to enhance competition to potentially reduce banking costs and improve services. That is